

Halte à l'industrialisation de l'agriculture

Category: Agriculture et alimentation

écrit par jmfouquer | 26 février 2015

Non, le bonheur n'est pas dans l'agriculture industrielle que nous proposent la FNSEA et le ministre Le Foll !

À l'occasion du salon de l'agriculture qui vient d'ouvrir ses portes, la Confédération Paysanne a publié sur son site une carte interactive de l'industrialisation de l'agriculture. Cette carte, encore provisoire, montre, s'il était nécessaire de nous en convaincre, qu'une agriculture industrielle se met en place à marche forcée.

La lecture attentive des projets à ce jour recensés fait peur. Ici, c'est un projet de production de tomates hors-sol entièrement chauffé sur 25 hectares en capacité de produire 50 tonnes de tomates par jour ! Là c'est un poulailler de 1,2 million de volailles dans la Sarthe produisant 700 millions d'œufs par an et 13 000 tonnes d'ovoproduits (produits à base d'œufs pour l'industrie agroalimentaire) ! Là encore, à Vitry-le-François, un projet d'élevage porcin de 15 600 places avec 1 100 truies reproductrices et 30 000 porcs engraisés par an, produisant 50 000 m3 de lisier à épandre sur 2 700 ha de terres réparties sur 15 communes !

D'une manière générale, ces projets se caractérisent par :

Un mépris des questions environnementales (projet en zone Natura 2000, épandage en zone humide, etc.)

Des bilans carbones catastrophiques (taurillons élevés dans la Creuse, découpés à Rennes pour être ensuite envoyés au Maghreb, etc.)

Une forte implication des grands groupes de distribution ou

agroalimentaires (Carrefour, Intermarché, Lactalis, etc.)

Des financements publics souvent importants (dans un cas jusqu'à 75 % de subventions de l'État, et des collectivités locales).

Malgré de fortes oppositions, des avis défavorables, des procédures en cours, des autorisations d'exploiter maintenues à coup de dérogations préfectorales.

Une très faible création d'emplois en raison d'une automatisation extrême.

La Loi Macron et son adoption à coup de 49.3, les récentes déclarations du ministre Stéphane Le Foll qui pense que l'on « a besoin d'une industrie agroalimentaire [...] et pour la production de certains aliments, d'une production suffisamment industrialisée » montrent clairement une volonté gouvernementale, tout se mettant en place sous l'œil bienveillant de l'Europe, avec la FNSEA étant à la manœuvre. La Confédération Paysanne, pour sa part, explique que « quotidiennement, les paysans sont poussés par la profession agricole, les banques et les politiques vers l'agrandissement, la modernisation à outrance et la déconnexion de leur métier, accentuant leurs difficultés. »

Pour autant, ce n'est pas cette agriculture que les habitants de notre pays appellent de leurs vœux. Un sondage d'Odoxa pour le compte du journal « Le Parisien » nous apprend que 70 % de nos compatriotes estiment que l'agriculture est un secteur dont le développement doit être prioritaire et 76 % même qu'il faut continuer à la subventionner. L'immense majorité (87 %) souhaite que cette agriculture se base sur de petites exploitations qui privilégient la qualité des produits plutôt que de grandes exploitations qui privilégient la quantité.

Pour « Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire », membre du Front de gauche, seule une agriculture paysanne, fortement ancrée dans le territoire,

dans une logique de circuits courts, de respect de l'environnement, est viable à long terme. Il faut mettre fin à cette logique productiviste qui nous conduit à ces monstruosité agro-industrielles.

René Durand